

LIBAN — NOTE SUR LE PROGRAMME

Programme appuyé par le FMI : 37,6 millions de dollars EU d'aide d'urgence après un conflit, approuvé par le Conseil d'administration du FMI le 19 novembre 2008 à l'appui du programme économique des autorités jusqu'à fin juin 2009.

Informations générales

Sur le papier, l'économie libanaise semble très vulnérable, mais elle conserve néanmoins une capacité surprenante à résister aux chocs. Le ratio dette publique/PIB (plus de 50 %) reste l'un des plus élevés du monde, le système bancaire de grande taille (actifs plus de trois fois supérieurs au PIB) est excessivement exposé aux pouvoirs publics (56 % des actifs) et tributaire des entrées de dépôts non résidents, et le pays se trouve au centre des tensions politiques régionales.

Étant donné les déséquilibres prononcés entre les monnaies de libellé des actifs et passifs du secteur public et du secteur privé, il reste essentiel de maintenir le rattachement de la livre libanaise au dollar américain pour préserver la stabilité financière. Malgré tout, l'économie libanaise s'est avérée remarquablement résistante aux chocs économiques. Cependant, cette solidité ne peut être tenue pour acquise. Après l'invasion israélienne en 2006, la communauté internationale a donc convenu d'appuyer un programme ambitieux de reconstruction et de stabilisation macroéconomique.

Rôle du FMI

À la suite de l'invasion de 2006, les autorités ont mis au point, avec l'aide de la communauté internationale, un vaste programme de réformes économiques (Paris III). Le programme de réforme a pour objectifs :

- Un ajustement budgétaire, des mesures structurelles connexes et des privatisations pour s'attaquer au surendettement public et relancer l'économie ;
- Des réformes sociales pour réduire la pauvreté et les disparités de revenu régionales, et améliorer les indicateurs d'éducation et de santé.

Le FMI a appuyé ce programme à l'aide d'un suivi trimestriel et d'un premier tirage au titre de l'aide d'urgence après un conflit en 2007. Les conflits politiques intérieurs ont interrompu l'exécution du programme de Paris III. Pour contribuer à préserver la stabilité économique et financière, le FMI a soutenu les autorités à l'aide d'un deuxième tirage au titre de l'aide d'urgence après un conflit en 2008. Le programme appuyé par l'aide d'urgence après un conflit a expiré en juin dernier.

Progrès dans le cadre de l'aide d'urgence

Le programme appuyé par l'aide d'urgence après un conflit a atteint son objectif principal, à savoir réduire les facteurs de vulnérabilité, et à aider le Liban à surmonter la crise financière mondiale. Le ratio dette publique/PIB a diminué de près de 30 points de pourcentage depuis fin 2006 grâce à une croissance économique soutenue et à la discipline budgétaire. Les entrées massives de dépôts, qui sont essentielles pour satisfaire les besoins de financement considérables de l'État, ont gonflé les réserves brutes de la Banque du Liban, qui ont doublé au cours des 18 derniers mois. Selon les estimations, le PIB a progressé d'environ 7 % en 2009, grâce à une politique économique prudente et à une amélioration de la situation politique et sécuritaire après l'accord de Doha en mai 2008. Les progrès des réformes structurelles ont été limités, étant donné l'impasse politique pendant la période qui a précédé les élections parlementaires de juin 2009 et les négociations prolongées qui ont suivi en vue de la formation du nouveau gouvernement d'unité nationale.

À terme

La formation du gouvernement en décembre donne l'occasion de relancer les réformes économiques. Les autorités ont annoncé la reprise des réformes économiques dans l'esprit du programme de réformes de Paris III, tout en mettant l'accent sur l'amélioration des infrastructures et des services publics. Il sera essentiel de continuer de réduire la dette pour s'attaquer aux principales faiblesses du pays.

Les principaux risques de détérioration de ces perspectives tiennent à l'éventuelle confluence de l'incertitude politique intérieure, de l'instabilité régionale et d'un nouvel affaiblissement de la conjoncture économique mondiale et régionale, qui pourrait de nouveau mettre à l'épreuve la santé budgétaire et financière du pays.